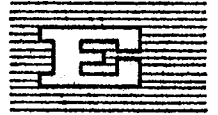


NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1176
27 février 1975

FRANCAIS
Original: ANGLAIS/RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session
Point 7 de l'ordre du jour

ETUDE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME
SIGNALEES AU CHILI EN PARTICULIER LES CAS DE
TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS,
INHUMAINS OU DEGRADANTS

Lettre en date du 26 février 1975 adressée au Directeur
de la Division des droits de l'homme par le représentant
de la République socialiste soviétique de Biélorussie
à la Commission des droits de l'homme

La délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie à la
trente et unième session de la Commission des droits de l'homme a l'honneur de
vous prier de faire distribuer, en qualité de document officiel de la Commission
des droits de l'homme sur le point 7 de l'ordre du jour de la trente et unième
session de la Commission, le texte ci-joint de la déclaration finale de la
Commission internationale d'investigation sur les crimes de la Junte militaire au
Chili qui a siégé à Mexico du 18 au 21 février 1975.

(Signé) I. Antonovitch

Représentant de la République socialiste
soviétique de Biélorussie à la Commission
des droits de l'homme

COMMISSION INTERNATIONALE D'INVESTIGATION SUR LES CRIMES
DE LA JUNTE MILITAIRE AU CHILI
3ème session, Mexico,
18-21 février 1975

DECLARATION FINALE

A sa troisième session tenue à Mexico du 18 au 21 février 1975, la Commission internationale d'investigation sur les crimes de la Junte militaire au Chili a examiné de très nombreux éléments de preuves concernant les actes de la Junte militaire au Chili. Elle a entendu de nombreux témoins du Chili, des observateurs et des experts appartenant à beaucoup de pays différents et elle a examiné des rapports, des documents et d'autres éléments écrits de preuves ainsi que des diapositives et des films de grande valeur et très intéressants.

Sur la base des preuves qui lui ont été soumises et étant donné que ses membres sont d'accord sur la nécessité d'exposer et de dénoncer l'illégalité et la cruauté persistante de la Junte militaire dictatoriale au Chili, la Commission déclare ce qui suit:

Le renversement du gouvernement constitutionnel et l'état actuel de dictature

Il a été établi que les officiers insurgés sous la conduite du Général Augusto Pinochet qui ont renversé le gouvernement légitime du Chili et provoqué la mort du Président Salvador Allende, avaient conspiré en vue de commettre le crime de haute trahison bien avant le 11 septembre 1973, jour du coup d'Etat militaire.

Les conspirateurs étaient décidés à mener à bien leurs intentions criminelles sans égard pour la volonté exprimée du peuple chilien. Le massacre en masse de citoyens innocents sans défense qu'ils ont perpétré après le coup d'Etat était manifestement délibéré et calculé pour provoquer violemment la soumission du peuple chilien à la dictature militaire.

Depuis lors, la Junte a maintenu une dictature stricte. Les partis UNIDAD POPULAR continuent à être considérés comme "des ennemis de l'Etat", tous les autres partis politiques ont été suspendus et toute activité politique est sévèrement réprimée par la Junte.

Le Ministre de la Justice nommé par la Junte a déclaré avec dérision qu'il devait y avoir une loi pour les adversaires politiques de la Junte et une autre pour le reste de la population.

L'"état de siège"

Le 11 septembre 1974, il a brusquement été mis fin à "l'état de guerre" proclamé contrairement à la constitution. A sa place, le Chili a été proclamé en "état de siège sur le plan de la défense interne" (décrets-lois No 640 et 641), formule inconnue jusqu'à présent et inconstitutionnelle elle aussi, en vertu de laquelle les conseils de guerre redoutés ont gardé les pouvoirs rigoureux destinés aux temps de guerre.

Il s'agissait là d'un simple jeu de mots visant à tromper le fort courant d'opinion publique qui avait forcé la Junte à renoncer à un "état de guerre" fictif.

Le déni de justice

Le règne du droit a complètement cessé d'exister au Chili. La Cour suprême et les cours d'appel refusent servilement de faire droit à des recours en amparo dans des cas d'arrestations illégales et arbitraires.

Les conseils de guerre continuent donc leur répression sans restrictions. Le général Sergio Poblete, l'un des accusés lors des fameux procès de l'armée de l'air, qui avait été grièvement torturé a témoigné de la procédure étonnante des conseils de guerre.

Les procès ont lieu sans dépositions de témoins, les confessions arrachées aux accusés sous la torture sont utilisées contre eux et les décrets de la Junte sont appliqués rétroactivement.

La disparition de personnes arrêtées

Un aspect particulièrement inquiétant de la terreur actuelle au Chili est la disparition de personnes arrêtées. Des organisations religieuses au Chili ont pu recueillir des renseignements sur 60 à 70 disparitions de ce genre tous les mois pendant le deuxième semestre de 1974. Les autorités de la Junte ont refusé de fournir des renseignements à leur sujet, par exemple au sujet de David Silberman qui, selon de nombreuses informations, a été vu dans une condition physique effrayante dans des camps et des établissements militaires. Cependant, au 13 février 1975, rien ne permet de savoir s'il est mort ou vivant.

Il ressort des circonstances que bon nombre de personnes disparues ont été assassinées. C'est ainsi que la Commission a reçu des preuves concernant M. Alfonso Carreño qui a été assassiné dans la sinistre Académie de l'armée de l'air. Deux jours après avoir nié qu'il fût détenu, les officiers de l'Académie ont remis son cadavre à sa famille.

Prisonniers politiques

La mise en liberté de Clodomiro Almeyda et d'autres prisonniers politiques ainsi que la décision de la Junte de ne pas poursuivre pour le moment les dirigeants de la Unidad Popular et les membres du gouvernement du président Allende pour haute trahison et autres crimes graves sont des résultats importants obtenus par l'opinion publique mondiale, le mouvement international de solidarité avec le peuple chilien et l'action préventive menée par la Commission lors de la session d'urgence tenue à Copenhague.

La mise en liberté des prisonniers n'est que d'un faible réconfort car ils sont immédiatement expulsés du pays. Il s'agit là d'un châtement arbitraire.

La Commission doit ajouter que la situation des prisonniers politiques est alarmante. La Junte détient toujours un grand nombre de prisonniers politiques. Ce nombre est estimé à plus de 8 000. Parmi eux sont de nombreux dirigeants politiques tels que Luis Corvalán, Gustavo Ruz, Pedro Felipe Ramírez, Laura Allende, Aníbal Palma, Fernando Flores, José Cademartori et Bautista van Schouwen.

Des arrestations continuent à avoir lieu. En décembre 1974 et en janvier 1975, 1 500 personnes environ ont été arrêtées pour des motifs politiques, comme on l'a déclaré à la Commission.

L'opinion mondiale a forcé la Junte à renoncer à sa décision de juger les dirigeants de l'Unidad Popular pour "trahison" et autres crimes graves. L'absurdité des accusations était trop manifeste. Au lieu de cela la Junte a engagé des poursuites contre certains membres du gouvernement légitime du président Allende en les accusant faussement de délits tels que "détournements de fonds" ou "déclarations fiscales irrégulières".

Ces poursuites, qui ont été décrites lors de la session par le juge Olavi Heinonen de la Cour suprême finlandaise qui s'est récemment rendu au Chili, semblent avoir pour objet de discréditer les accusés et de "justifier" et prolonger leur détention déjà excessive.

Dans leur immense majorité, cependant, les prisonniers n'ont fait l'objet d'aucune mise en accusation mais ils sont détenus seulement pour des raisons "préventives" et pour une durée indéfinie. Leur désespoir et leur sentiment d'insécurité ressortaient d'un film pris clandestinement aux camps de concentration de Pisagua et de Chacabuca. La moitié environ des détenus interrogés ont déclaré qu'ils n'avaient jamais eu d'activité politique et aucun d'eux ne savait pourquoi ils avaient été arrêtés ni quand ils seraient remis en liberté.

De nombreux témoins ont décrit aussi en détail les horreurs d'interminables séances de torture. Leurs témoignages ont montré une "ingéniosité" sauvage à infliger aux victimes des souffrances intolérables. Non seulement les méthodes et les instruments témoignent d'une cruauté choquante, mais les victimes sont torturées sans égard à l'âge, au sexe ou à la condition physique.

Méconnaissance des droits économiques et sociaux

L'usurpation du pouvoir par la Junte a mis fin au processus de progrès social exécuté pendant les trois années du gouvernement du président Allende. L'inflation galopante et le taux extrêmement élevé de chômage ont placé le Chili dans une affreuse misère. Des milliers de Chiliens qui ont été licenciés ou obligés à démissionner pour des motifs politiques ou pour avoir été en rapport avec des syndicats demeurent sans travail et ne perçoivent ni indemnité ni pension.

En dépit de graves difficultés financières, la Junte a accepté de verser de nouvelles indemnités aux sociétés étrangères pour leurs biens nationalisés. En même temps, elle a renoncé à l'indépendance économique du Chili, que le gouvernement du président Allende s'était efforcé d'assurer, en accordant des conditions extrêmement favorables aux entreprises étrangères au Chili.

Par conséquent les conspirateurs qui se sont emparés si brutalement du pouvoir en prétendant qu'ils mettraient fin au "chaos économique" que leurs alliés avaient provoqué ont complètement échoué à gérer comme il convient l'économie du pays.

Ils ont privé toutes les organisations représentant les travailleurs de la possibilité de défendre les intérêts des salariés et des consommateurs. Ceci a provoqué une exploitation impitoyable du peuple chilien dans l'intérêt d'industriels et de capitalistes qui avaient antérieurement favorisé les objectifs de subversion et qui s'efforcent maintenant de maintenir les conspirateurs au pouvoir.

Méconnaissance des droits des femmes et des jeunes

Etant donné que les Nations Unies ont déclaré que 1975 serait l'Année internationale de la femme, la Commission s'est particulièrement attachée à la situation des femmes au Chili sous le régime de la Junte. Ayant entendu les témoignages, la Commission estime qu'il est clair que la Junte applique une politique directe et indirecte de violation des droits sociaux et économiques des femmes. La situation sociale des femmes dont les maris ont été tués ou emprisonnés est réellement désespérée.

Au cours de la session on a attaché aussi une grande attention à la situation des jeunes et des enfants. Il ressort des témoignages que les jeunes et même les enfants ne sont pas exempts des cruautés qui constituent un des moyens favorisés de répression par la Junte. La Commission a entendu l'exposé de cas comportant la torture et l'assassinat de jeunes.

Dans un document présenté au "Conseil social des ministres" de la Junte, on a estimé que plus d'un million d'enfants au Chili ont besoin de la "protection" de l'Etat, la majorité de ces enfants vivant dans une "extrême pauvreté". La Junte a mis au point des plans visant à soumettre à un "redressement" environ 600 000 de ces enfants se trouvant en "situation irrégulière". Beaucoup de ces enfants viennent de familles qui sont "hostiles à l'ordre social établi", ce qui s'applique manifestement aux enfants d'anciens partisans de l'Unidad Popular qui ont été tués ou emprisonnés.

La Junte a proposé que les enfants soient placés dans des camps à la campagne ou dans des centres spéciaux en vue d'un "redressement" qui a de manifestes incidences idéologiques et politiques. La Commission éprouve de sérieuses inquiétudes au sujet de ces plans qui visent à agir sur l'esprit de la jeune génération pour en faire des serviteurs obéissants de la Junte.

Détérioration et destruction de l'éducation et de la culture

En dehors du fait que la qualité de l'éducation a subi l'effet néfaste d'une sérieuse réduction du nombre des enseignants, l'accès à l'éducation est régi par une discrimination sociale et politique. Les autorités de la Junte ont fixé des droits très élevés d'inscription aux cours des universités et exigent la preuve de moyens d'existence pour permettre de fréquenter ces cours.

Des dizaines de milliers d'étudiants ont été suspendus ou expulsés car les établissements sont strictement réglementés sous le contrôle et la direction de militaires. La police patrouille les locaux universitaires et des policiers en civil ainsi que des délateurs surveillent les étudiants dans les salles de cours et ailleurs.

Les programmes d'enseignement ont été profondément modifiés. Les sciences sociales ont le plus souffert et un cours de "sécurité intérieure" a été imposé dans l'enseignement supérieur. La Junte impose ainsi au système d'éducation la marque de son idéologie fasciste et de son nationalisme mal compris.

Ces convictions marquent aussi la politique de la Junte en matière de "culture". Des objets d'art inestimables - fresques et sculptures, notamment - ont été détruits ou enlevés, et des millions de livres, y compris des chefs-d'oeuvre classiques, ont été détruits, ce qui a appauvri le patrimoine culturel du peuple chilien.

Ingérence des Etats-Unis au Chili

On a maintenant reconnu officiellement que, avec l'autorisation du "Comité des Quarante" du Conseil national de sécurité, organisme du gouvernement des Etats-Unis, la CIA a reçu au moins 8 millions de dollars (dont la valeur est quadruple sur le marché noir chilien) pour subventionner des activités subversives au Chili.

Toutefois, la Commission est convaincue que des fonctionnaires américains très haut placés cachent en fait leur rôle dans le coup d'Etat au Chili. La mission subversive de la CIA, à laquelle l'opinion publique s'est surtout intéressée, n'est que l'élément le plus tangible et le plus sensationnel d'un plan, bien coordonné et doté de vastes moyens, de subversion et d'étranglement économique mis au point par des organismes publics des Etats-Unis et des sociétés multinationales de ce pays par un blocage des crédits et des représailles commerciales, dans le but de renverser le gouvernement du Président Allende.

Des preuves indirectes telles que la présence d'officiers américains en plusieurs endroits stratégiques au Chili au moment du coup d'Etat et la participation directe de la marine des Etats-Unis témoignent aussi de la complicité des Etats-Unis dans le coup d'Etat proprement dit. Il n'y a donc aucun doute que l'ingérence des Etats-Unis a effectivement contribué au renversement du gouvernement du Président Allende et à l'établissement de la dictature militaire.

Cette ingérence dans les affaires d'un Etat souverain contrevient manifestement aux dispositions de la Charte des Nations Unies et aux règles du droit international, et constitue une menace à la coexistence pacifique des Etats. Aucun Etat n'a le droit d'organiser, d'aider, de fomenter, de financer ou de préconiser une activité subversive dans un autre Etat. Et la communauté internationale ne saurait tolérer que des sociétés privées se livrent à une activité subversive dans un pays étranger.

De très hauts fonctionnaires des Etats-Unis se sont efforcés de justifier les activités de la CIA et ont indiqué qu'une action du même type ne pouvait être exclue à l'avenir. Un tel abus de pouvoir doit être considéré comme un défi très grave à la communauté internationale.

Il est intéressant, toutefois, de constater que, avec l'appui d'une partie de plus en plus grande de l'opinion publique, le Congrès des Etats-Unis a maintenant pris l'initiative d'enquêter sur la participation de ce pays aux événements tragiques survenus au Chili.

Les aspects juridiques

Les atrocités systématiques perpétrées par la Junte militaire au Chili et en son nom sont des crimes de droit interne que le peuple du Chili devra châtier avec la rigueur qu'il jugera appropriée et équitable.

Mais la terreur au Chili ne relève pas seulement du droit interne; elle concerne le monde entier, politiquement, moralement et juridiquement. La protection des droits de l'homme est une question d'intérêt réellement international.

Il ne saurait donc faire de doute que la Junte militaire peut être tenue pour responsable par la communauté des nations pour ses actes innombrables et systématiques d'atrocités. Les accusations graves portées par plusieurs organes des Nations Unies, notamment par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, la Commission des droits de l'homme et par la Commission interaméricaine des droits de l'homme, la plus récente datant seulement du 21 novembre 1974, fournissent des preuves concluantes à cet égard.

Cependant, la Junte ne doit pas seulement être tenue responsable pour son mépris total des principes humanitaires reconnus en général; elle est aussi expressément tenue par des clauses de traités, par exemple les deux Pactes internationaux sur les droits de l'homme, la Convention interaméricaine sur les droits de l'homme et par les conventions de l'Organisation internationale du Travail.

De l'avis de la Commission, ces violations des droits de l'homme sont si graves que l'on peut raisonnablement les qualifier de crimes contre l'humanité.

Les membres de la Junte ont une lourde responsabilité en droit international. Ils sont manifestement les principaux criminels au Chili. Cependant, ce fait ne dégage pas la responsabilité des officiers, soldats et carabiniers qui ont participé à des tortures et à des exécutions. Qu'ils aient agi en vertu d'ordres n'est pas une excuse légitime. La crainte imminente d'un châtement sévère peut être considérée dans un cas individuel comme une circonstance atténuante mais la règle générale est claire : des subordonnés n'exécuteront pas des ordres criminels.

Tout l'ensemble de preuves soumis à la Commission révèle un régime d'un caractère ouvertement terroriste. La police secrète de la Junte - DINA - fait régner la terreur et ses méthodes sont comparables à celles de la Gestapo. La multitude des crimes et le mépris de la démocratie dont fait preuve la Junte montrent l'existence d'un plan déterminé. L'usage de la terreur barbare comme arme politique, l'instigation à la haine du public envers les travailleurs, les égards excessifs témoignés aux banques et aux industriels, le comportement extrêmement réactionnaire à l'égard de la culture et l'idéologie nationale mal conçue, ressemblent clairement aux dictatures de Hitler et de Mussolini.

La Commission ne voit donc aucun autre moyen approprié de décrire les caractéristiques de la situation dans son ensemble que comme étant celles d'un Etat d'un type réellement fasciste.

Par toutes ses manifestations, la Junte lance un défi à toute l'humanité et représente une menace pour le bien-être et le progrès des nations, auxquels nous devons réagir sans hésiter et avec tous les moyens dont nous disposons. Bien qu'un certain nombre de gouvernements aient rompu les relations diplomatiques avec le Chili et que des organisations internationales aient aussi adopté une attitude louable, il n'en reste pas moins que les résolutions adoptées par les Nations Unies et par d'autres organisations internationales ne sont pas encore appliquées d'une façon efficace.

A cette fin, la Commission répète avec encore plus de vigueur les appels qu'elle a déjà lancés à tous les particuliers, à toutes les organisations, à tous les gouvernements et à tous les organismes internationaux :

- pour qu'ils dénoncent les crimes graves commis par la Junte;
- pour qu'ils condamnent l'intervention des Etats-Unis au Chili;
- pour qu'ils mettent fin immédiatement à toute forme d'appui à la Junte;
- pour qu'ils suspendent toutes relations politiques et diplomatiques avec le Chili;
- pour qu'ils arrêtent toutes relations commerciales avec le Chili;
- pour qu'ils isolent la Junte par tous autres moyens;

- pour qu'ils viennent activement en aide par tous les moyens au peuple chilien dans sa lutte pour la restauration des droits de l'homme, le règne du droit et la forme constitutionnelle de gouvernement;
- pour qu'ils exigent la mise en liberté immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques, la fermeture de tous les camps de concentration et la levée de l'"état de siège".